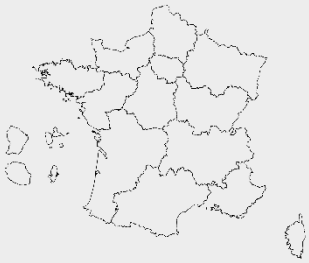
ÎLE-DE-FRANCE
CERC
FILIÈRE CONSTRUCTION
Mesurer. Anticiper.



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE

GIE RÉSEAU DES CERC
FILIÈRE CONSTRUCTION
Mesurer. Anticiper.

Conception Pôle de compétence CERC

N°72 | FEVRIER 2021

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

Bâtiment – Construction neuve

	Île-de-France			France		
Construction neuve						
Bâtiment résidentiel						
Construction						
Logements mis en chantier Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-16,7% ▼	66 900 lgts		-6,9% ▼	376 700 lgts	
Logements autorisés Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-25,0% ▼	61 100 lgts		-14,7% ▼	381 600 lgts	
Commercialisation						
Réservations de logements (indiv. + coll.) Au 4°trimestre 2020 (évol 1an)	-35,6% ▼	6 755 lgts		-24,5% ▼	26 605 lgts	
Encours de logements (indiv + coll.) A la fin du 4°trimestre 2020 (évol 1an)	-18,1% ▼	21 126 lgts		-9,1% ▼	94 825 lgts	
Prix des logements collectifs Au 4°trimestre 2020 (évol 1an)	0,0% =	5 097 €/m²		+0,8% =	4 330 €/m²	
Bâtiment non résidentiel						
Bâtiment non résidentiel - construction						
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-29,8% ▼	2 743 mill. m²		-16,3% ▼	23 810 mill. m²	
Surface de locaux autorisés Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-18,5% ▼	4 261 mill. m²		-19,2% ▼	34 000 mill. m²	

Bâtiment – Entretien-rénovation

	Île-de-France			France		
Entretien-rénovation						
Activité en entretien-rénovation						
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume Au 4°trimestre 2020 (évol 1an)	-5,3% ▼			-2,0% ▼		
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur Au 4°trimestre 2020 (évol 1an)	-4,5% ▼			-1,2% ▼		
Perspectives d'activité en entretien-rénovation						
Carnets de commande entretien-rénovation A la fin du 4°trimestre 2020 (évol 1an)	▼	9,2 mois		▼	12,6 mois	
Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation Pour le 1°trimestre 2020 (évol 1trimestre)	▼	14%		▼	20%	

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

Travaux Publics

	Île-de-France			France		
Travaux Publics						
Activité des entreprises TP						
Activité récente Au 4° trimestre 2020 (évol 1trimestre, solde d'opinion)		▲	21		▼	-6
Perspectives d'activité des entreprises TP						
Prévisions d'activité Pour le 1° trimestre 2021		▼	-32		▼	-41
Carnets de commandes Au 4° trimestre 2020 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois	-1,9 mois	▼	7,3 mois	-0,3 mois	▼	6,2 mois

Industrie des Matériaux

	Île-de-France			France		
Industrie de Matériaux						
Production de Matériaux						
Production BPE Production de BPE entre janv. et nov. 2020 (évol 1an), en m3	-16,7%	▼	5 076 272 m3	-9,7%	▼	34 021 622 m3
Production Granulats Production de Granulats entre janv. et nov. 2020 (évol 1an), en milliers de tonnes	-8,0%	▼	9 042 kt	-7,1%	▼	282 737 kt
Consommation ciment Consommation de ciment entre janv. et mai 2019	+23,5%	▲	1 175 kt	+8,8%	▲	8 049 kt

Appareil de Production

	Île-de-France			France		
Appareil de production						
Emploi						
Emplois salariés dans la construction A la fin du 3° trimestre 2020 (évol 1an)	+3,3%	▲	333 697 sal.	+2,1%	▲	1 492 796 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Nov. 2020 (évol 1an)	-7,3%	▼	25 346 ETP	-9,8%	▼	149 216 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Au 4° trimestre 2020 (évol 1an)	+10,6%	▲	44 063 DEFM	+3,4%	▲	263 381 DEFM
Santé des entreprises						
Créations d'entreprises Au 4° trimestre 2020 (évol 1an)	+10,5%	▲	4 841 créations	+13,0%	▲	23 095 créations
Défaillance d'entreprises Au 4° trimestre 2020 (évol 1an)	-51,9%	▼	368 défaillances	-46,5%	▼	1 557 défaillances

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS EN FORTE BAISSE

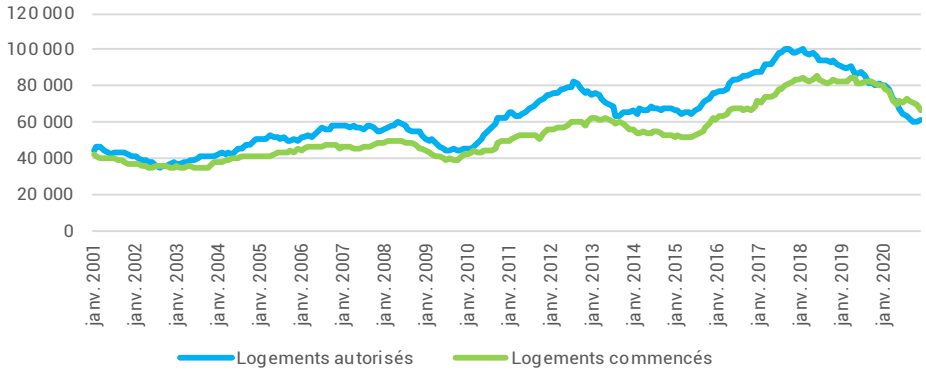
Sur l'année 2020, la construction neuve de bâtiments résidentiels est en net déclin en Île-de-France. Avec seulement 66 900 logements commencés sur la période considérée (début janvier 2020-fin décembre 2020), les mises en chantier de logements ont diminué de -16,7% en 2020 par rapport à l'année 2019. Cette baisse est encore plus marquée au niveau des autorisations de logements : à peine plus de 61 000 autorisations de logements ont été délivrées en 2020, contre plus de 80 000 en 2019, soit une diminution d'un quart par rapport à l'année précédente. Cette tendance, attendue compte tenu de la crise sanitaire du Covid-19, s'explique par la forte baisse dans la délivrance des permis de construire. Ce phénomène, qui prévalait déjà en 2019, notamment en raison du contexte électoral en cours (élections municipales), s'est encore accentué en 2020, à l'occasion du premier confinement.

Les baisses constatées sur la production de logements neufs affectent à la fois le logement collectif, l'individuel groupé ou le strictement individuel, que ce soit au niveau des logements autorisés ou des mises en chantier. Néanmoins, l'ampleur des diminutions constatées varient bien en fonction du type de logement considéré. Aussi, de manière générale, le logement individuel groupé est globalement plus affecté (-5,0% de logements commencés et -12,8% de logements autorisés) et l'individuel pur plus affecté (-5,0% de logements commencés et -12,8% de logements autorisés), par la diminution des autorisations et des mises en chantier en 2020.

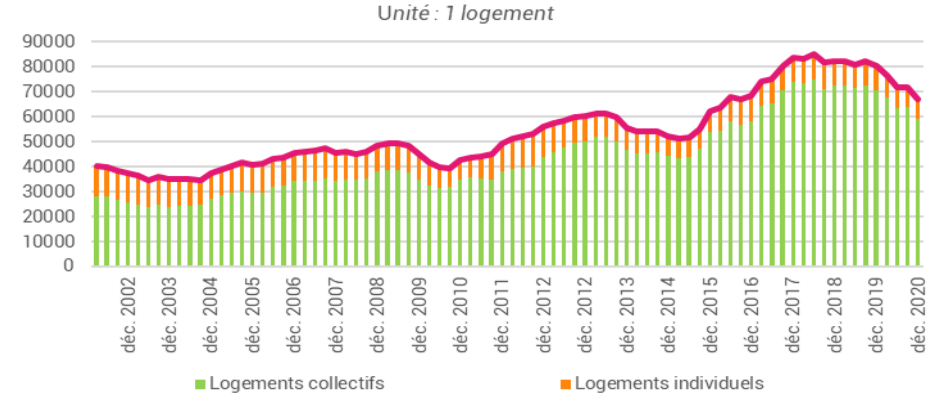
La majorité des régions de France connaissaient cette tendance à la baisse de leur construction de logements neufs. Les régions du Nord (Hauts-de-France, Ile-de-France, Grand-Est), du Sud (Occitanie, PACA) et les départements d'outre-mer sont, en tendance, les plus impactés. Seules les régions Bretagne, Centre-Val-de-Loire, et Bourgogne-Franche-Comté, témoignent d'évolutions positives de leurs nombre de logements commencés sur l'année 2020, par rapport à l'année 2019. L'Ile-de-France est la région de France métropolitaine (hors Corse) qui enregistre la baisse la plus importante de ses mises en chantiers de logement en 2020.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2020	Evol 1 an	
Total logements commencés	**66 900 lgts**	**-16,7%**	▼
Dont individuels purs	5 300 lgts	-15,7%	▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-26,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	59 100 lgts	-16,4%	▼
Total logements autorisés	**61 100 lgts**	**-25,0%**	▼
Dont individuels purs	5 800 lgts	-15,0%	▼
Dont individuels groupés	2 300 lgts	-30,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	53 000 lgts	-25,7%	▼

Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



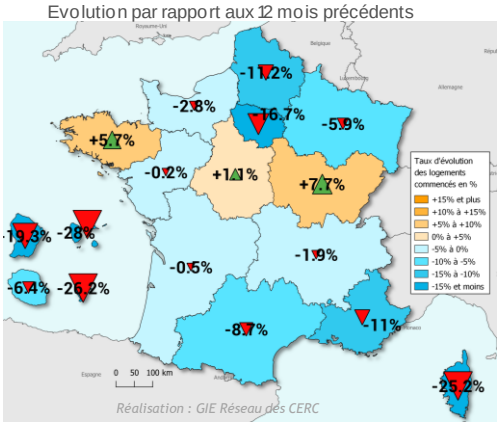
MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2020)

66 900 lgts

-16,7% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin décembre 2020
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2020)

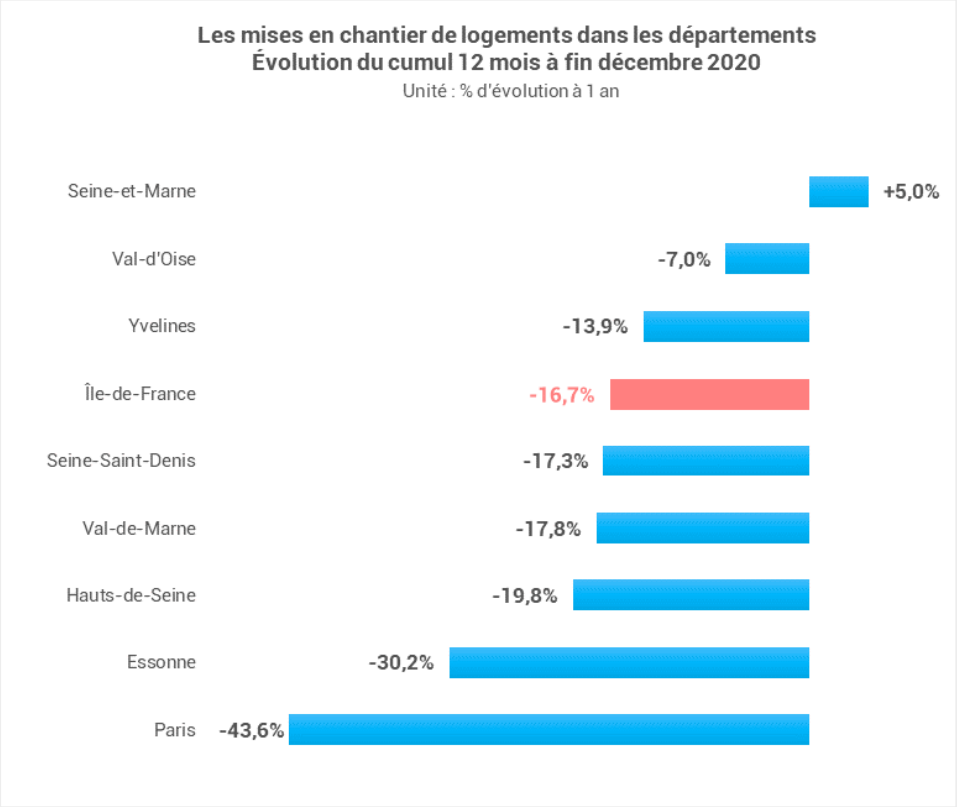
61 100 lgts

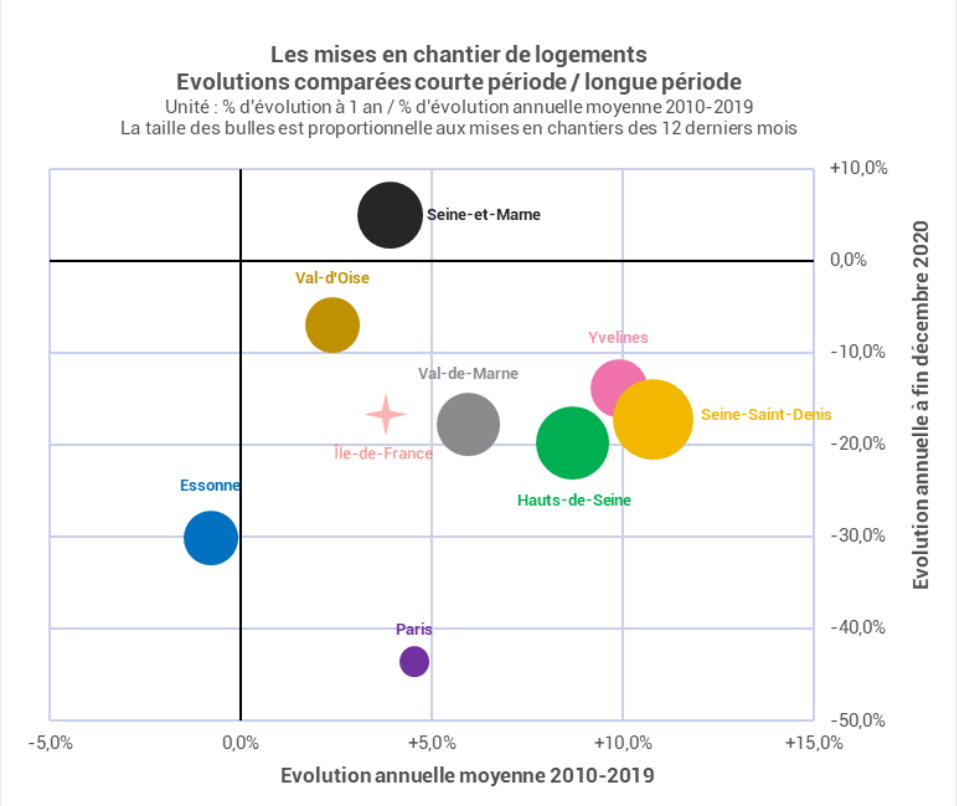
-25,0% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Sources : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2020

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction





LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS : DE GRANDES DISPARITÉS TERRITORIALES MALGRES UNE TENDANCE GLOBALE A LA BAISSE

L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France en 2020, par rapport à 2019, est globalement négative (-16,7% de logements commencés). Aussi, la quasi-totalité des départements franciliens connaissent des tendances à la baisse de leurs mises en chantiers de logements sur les 12 derniers mois (début janvier 2020 – fin décembre 2020). Seule la Seine-et-Marne enregistre un certain essor de sa construction neuve de bâtiments résidentiels en 2020 (+5,0% de mises en chantiers de logements sur la période considérée).

Cependant, dans le reste des départements franciliens, l'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en 2020 (par rapport à 2019) varie fortement d'un département à l'autre. Tandis que certains départements, comme les Yvelines (-13,9%), la Seine-Saint-Denis (-17,3%), le Val-de-Marne (-17,8%) et les Hauts-de-Seine (-19,8%) enregistrent des baisses de leurs mises en chantier de logements en 2020 relativement comparables avec la tendance régionale, les autres (Val-d'Oise, Essonne et Paris) connaissent des évolutions très différentes. En effet, alors que le Val-d'Oise s'en sort globalement mieux au terme de l'année 2020 s'agissant de sa construction neuve de logements, avec seulement -7,0% de chute de ses mises en chantier de logements par rapport à l'année précédente, l'Essonne et Paris enregistrent des baisses de leurs logements mis en chantier exceptionnellement importantes, avec respectivement -30,2% et -43,6% en 2020, par rapport à 2019.

.

Par ailleurs, il est à noter que la crise sanitaire a totalement remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière. À titre d'exemple, tandis que le département de la Seine-et-Marne, qui est à fin décembre le département francilien connaissant la plus forte croissance en termes de mises en chantier de logements sur l'année 2020, était, à fin décembre 2019, le département le moins dynamique s'agissant de la construction neuve de logements. Ainsi, la comparaison des évolutions du nombre de logements mis en chantier sur courte et longue période par département ne nous permet plus de mettre en évidence le phénomène d'inertie des disparités territoriales que nous constatons avant la crise sanitaire. Les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les moins en baisse sur les 12 derniers mois ne sont plus nécessairement ceux dont la dynamique de la construction neuve de logements est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2010-2019), et réciproquement. Ce phénomène n'est toutefois ni surprenant ni alarmant : les territoires les plus dynamiques avant une crise, sont ceux pour lesquels les chutes (en comparaison de taux d'évolution avec le niveau d'avant crise) sont les plus importantes, quand bien même la crise aurait affecté uniformément tous les territoires de la région.

Note de lecture du graphique : A Paris, les mises en chantier de logements, cumulées sur un an, sont en baisse de -43,6% à fin décembre 2020 par rapport à octobre 2019. Sur longue période, ce nombre de logements commencés est en hausse d'environ +4,5% par rapport au nombre moyen annuel de logements commencés par an sur la période 2010-2019. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre décembre 2019 et décembre 20120,

Sources : SDES, Sit@del2,
estimations à fin décembre 2020

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS NEUFS EN NET RECUL

Au 4ème trimestre 2020, comme aux deux trimestres précédents, la commercialisation francilienne de bâtiments résidentiels collectifs semble à l'arrêt. En témoigne la diminution simultanée des mises en ventes et des réservations de logements. Le nombre de logements collectifs neufs commercialisés au 4ème trimestre 2020 est de 5 099 logements (contre 6 885 logements au 4ème trimestre 2019), soit une diminution de -29,0% par rapport au quatrième trimestre 2019. Il est à rappeler que cet indicateur était déjà en baisse au 4ème trimestre 2019 (-14,5%) par rapport au 4ème trimestre 2018, et que ce nouveaux recul de la construction collective neuve est d'autant plus alarmant qu'il s'inscrit dans un contexte déjà difficile. Parallèlement, les réservations sont en baisse de -35,3% sur la même période (4ème trimestre 2020), avec 6 541 logements réservés entre début octobre et fin décembre 2020. Cette chute des mises en vente, constatée sur plusieurs trimestres, pèse à nouveau sur le stock disponible à la fin du 4ème trimestre 2020, malgré le recul constaté sur les réservations. Seuls 21 490 logements collectifs neufs sont disponibles à la vente à la fin du 4ème trimestre 2020, soit -17,4% par rapport à la même période l'année précédente. La tendance sur les prix au 4ème trimestre 2020 témoigne également de la situation du secteur de la commercialisation de logements collectifs neufs : les prix stagnent (0% par rapport au 4ème trimestre 2020) à l'image de l'activité de la branche.

Les chiffres de ce trimestre concordent avec la tendance générale sur l'année 2020 : les quatre derniers trimestres cumulés sont marqués par une baisse de l'ordre de -39,7% du nombre de logements collectifs mis en vente et de -32,6% des logements réservés, par rapport à 2019.

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS
CUMUL 4 TRIM AU 4° TRIM. 2020

26 260 lgts

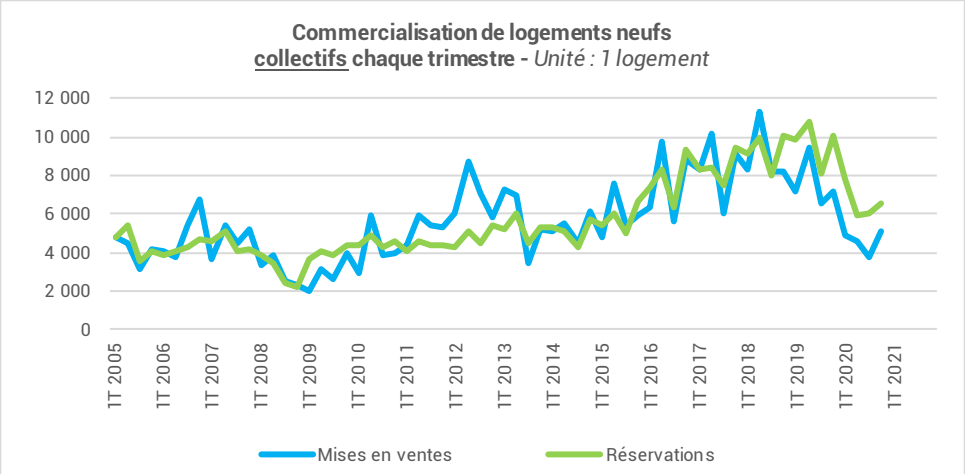
-32,6% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

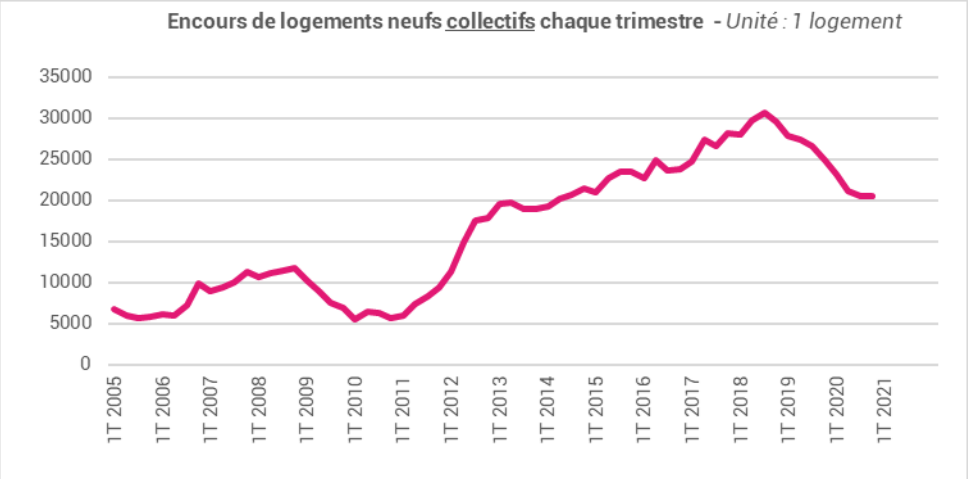
La commercialisation de logements neufs collectifs	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	5 099 lgts	-29,0%	▼
Réservations(2)	6 541 lgts	-35,3%	▼
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	20 490 lgts	-17,4%	▼
Prix des logements collectifs	5 097 €/m²	0,0%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	18 345 lgts	-39,7%	▼
Réservations	26 260 lgts	-32,6%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés





Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

La typologie de l'encours de logements neufs collectifs n'est pas disponible au 3ème trimestre 2015

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS NEUFS EN CHUTE LIBRE

En Île-de-France, la tendance constatée sur les mises en vente pour le logement collectif touche plus durement encore le logement individuel, au 4ème trimestre 2020. Ainsi, les mises en vente de logements neufs individuels se contractent très fortement entre début octobre et fin décembre 2020, avec à peine plus d'une centaine de logements mis en vente, soit -43,6 de moins qu'à la même période l'année précédente (4ème trimestre 2019). Cette forte chute des mises en vente, pèse sur le stock disponible, qui diminue de -34,1% au quatrième trimestre 2020 (par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente), avec seulement 634 logements disponibles à la vente à fin décembre 2020. Cette pression sur le stock de logements individuels neufs disponibles impacte positivement les prix (+3,0%) malgré les diminutions simultanées de l'offre et de la demande au 4ème trimestre 2020. En effet, sur la même période, les réservations de logements individuels neufs chutent de plus de plus de 40% (42,2%), avec seulement 214 logements réservés au 4ème trimestre 2020.

Bien que la situation au 4ème trimestre 2020 semble plus difficile pour la commercialisation de logements neufs individuels que collectifs, la tendance globale sur l'année 2020 ne semble pas aller dans ce sens, puisque les mises en vente et les réservations de logements diminuent relativement moins dans l'individuel que dans le collectif sur les 12 derniers mois (début janvier – fin décembre 2020). La commercialisation de logements individuels neufs (mises en ventes et réservations) chutent toutefois de plus de 30% sur l'année 2020. Au final, on compte seulement 625 mises en vente et 1 162 réservations de logements individuels neufs en 2020.

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS
CUMUL 4 TRIM AU 4° TRIM. 2020

1 162 lgts

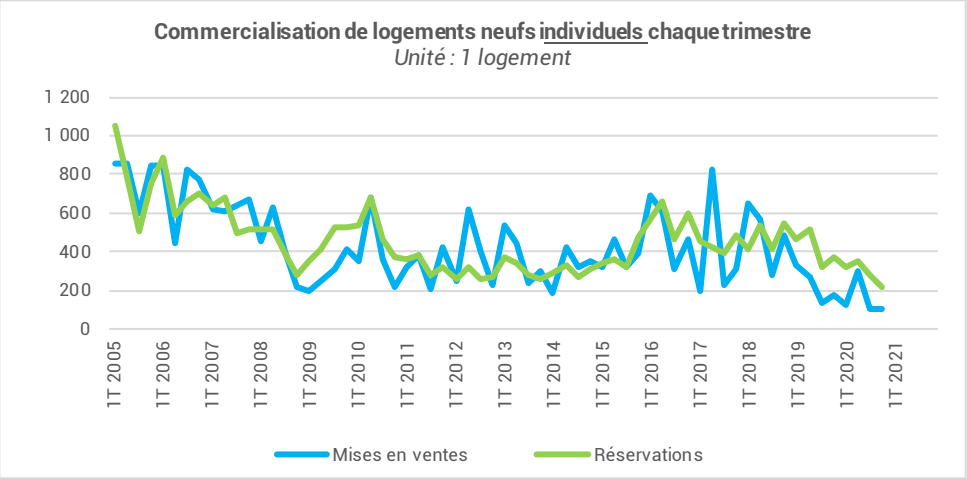
-30,3% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

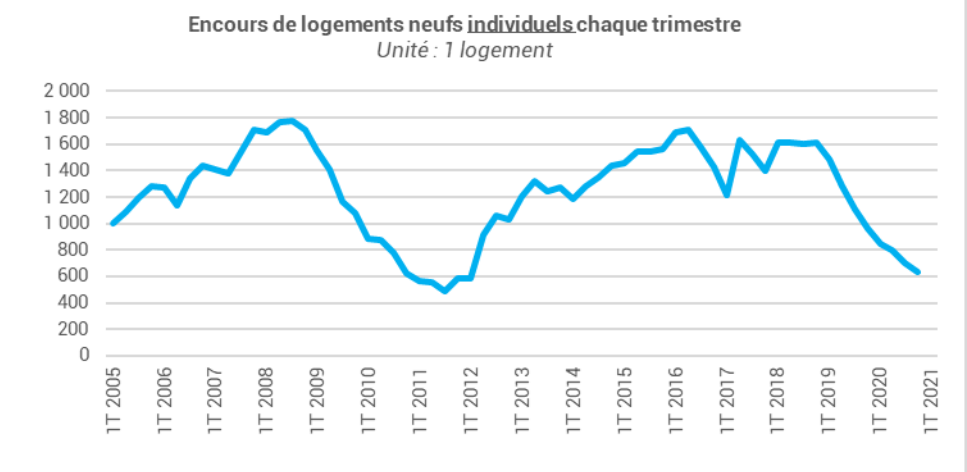
La commercialisation de logements neufs individuels	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	101 lgts	-43,6%	▼
Réservations(2)	214 lgts	-42,2%	▼
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	636 lgts	-34,1%	▼
Prix des logements individuels	382 793 €/lot	+3,0%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	625 lgts	-31,1%	▼
Réservations	1 162 lgts	-30,3%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés





Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

NET RECUL DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE BÂTIMENTS NON-RÉSIDENTIELS

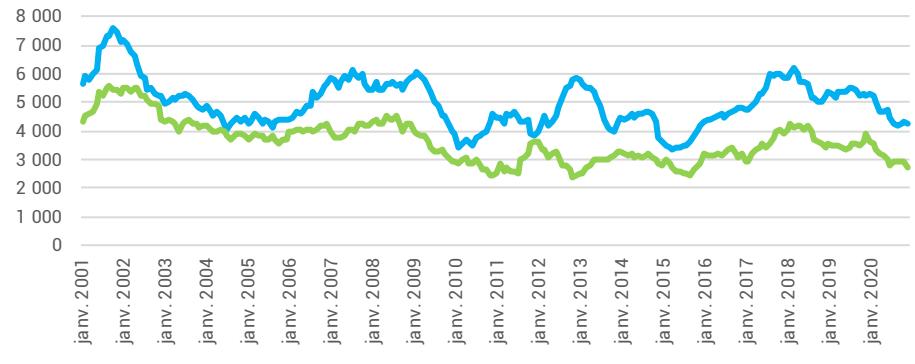
En 2020, la construction neuve de bâtiments non-résidentiels se contracte très fortement et de façon plus brutale encore que la construction de logements, en Île-de-France. Seuls 2 743 milliers de m2 de surfaces de locaux ont été mises en chantier sur les 12 derniers mois à fin décembre 2020, soit près de 30% de moins qu'en 2019. Pour rappel, ce chiffre était de +13,5% l'année précédente (en 2019 par rapport à 2018). Le caractère exceptionnel de cette forte hausse de la construction de bâtiments non-résidentiels en 2019 explique également, en partie, la chute du nombre de locaux mis en chantier en 2020, en comparaison.

Les autorisations de locaux connaissent quant à elles une baisse de près de 20% (-18,5%) sur la période début janvier – fin décembre, par rapport à la même période l'année précédente, avec 4 261 milliers de m2 de surfaces autorisées en 2020. Le nombre de surfaces de bâtiments non-résidentiels autorisés et mis en chantiers n'avaient pas été aussi faible depuis 2015/2016. La tendance constatée sur les autorisations laisse présager un recul à venir relativement persistant de la construction neuve de locaux.

La situation en 2020, sur le plan des mises en chantier de locaux, est relativement contrastée au niveau national. Tandis que certaines régions s'en sortent plutôt bien, enregistrant de fortes augmentations de la surface totale des locaux mis en chantier sur leur territoire, les autres connaissent le phénomène inverse (baisse des surfaces de locaux commencé), avec toutefois de grandes disparité dans cette tendance entre les différentes régions concernées. Ainsi, la Normandie (22,1%), la région Provence-Alpes-Côte-D'azur (17,2%) et certains département d'outre mer témoignent de hauses de leurs mises en chantier de locaux de plus de 10%. Parmi les régions voyant leur activité de construction neuve de locaux ralentir en 2020, les chiffres varient sur une échelle de -2,8% et -31,7% de surfaces de locaux commencés. L'Ile-de-France est une des régions de France métropolitaine qui enregistre le plus forte baisse (-29,8%) de leurs surfaces de bâtiments non-résidentiels mises en chantier en 2020, par rapport à 2019.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2020	Evol 1 an	
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 743 mill. m²	-29,8%	▼
Total locaux autorisés	4 261 mill. m²	-18,5%	▼

Construction neuve de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



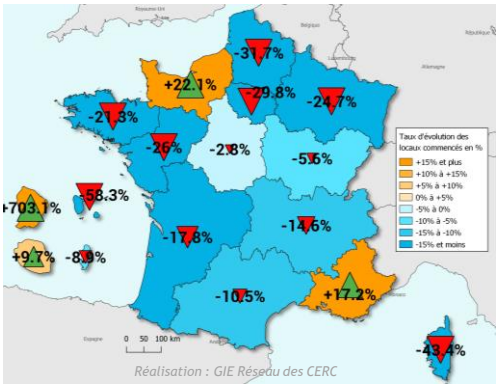
MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2020)

2 743 mill. m²

-29,8% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin décembre 2020
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2020)

4 261 mill. m²

-18,5% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2
(date de prise en compte)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOCAUX EN RECUL DANS PRESQUE TOUS LES SECTEURS

En 2020, en Ile-de-France, la diminution des surfaces de bâtiments non-résidentiels mis en chantier affecte tous les secteurs de la construction, à l'exception de la construction de bâtiments agricoles. En effet, ce secteur connait en effet une hausse de près de 15% entre début janvier et fin décembre 2020, avec 90 milliers de m2 de surfaces de locaux commencés. Le secteur public est quant à lui le secteur le plus fortement impacté par le recul de la construction neuve de locaux : seuls 566 milliers de m2 de surfaces de locaux mis en chantier en 2020, soit -43,7% de moins qu'en 2019. Toutefois, du fait de son poids, c'est l'évolution du secteur privé non agricole qui conditionne les variations de la construction de bâtiments non résidentiels. Or, avec à peine plus de 2000 m2 de surface de locaux commencés en 2020, ce dernier enregistre également forte baisse en termes de mises en chantier (-26,1% en 2020 par rapport à 2019).

Néanmoins, nous pouvons noter qu'au sein du secteur privé non agricole, tous les sous secteurs ne connaissent pas les mêmes évolutions en 2020. Tandis que les locaux industriels enregistrent un recul exceptionnellement important de ses surfaces mises en chantier (-58,2% par rapport à 2019), le secteur des « autres locaux » (catégorie résiduelle) en témoignent d'une hausse très importante de ses surfaces commencées, avec près de +15% d'augmentation. Les autres secteurs (commerces, bureaux, entrepôts) connaissent des reculs de leurs mises en chantier de locaux (en surface) dans des proportions qui varient entre -15% et -35%, soit autour de la moyenne du secteur privé non agricole.

Au niveau des autorisations, le constat est légèrement différent. Les secteurs agricoles, privé non agricole et public connaissent des reculs de leurs surfaces de locaux autorisés sur l'année 2020 (par rapport à l'année 2019) d'ampleur comparable, avec respectivement -18,2%, -19% et -16,7% sur la période début janvier – fin décembre 2020. Une nouvelle fois, le secteur des « autres locaux » est le seul sous-secteur du secteur privé non-agricole à voir son activité de construction neuve de locaux, en terme d'autorisations, s'accélérer, avec +3,6% de surfaces autorisées en 2020, par rapport à 2019.

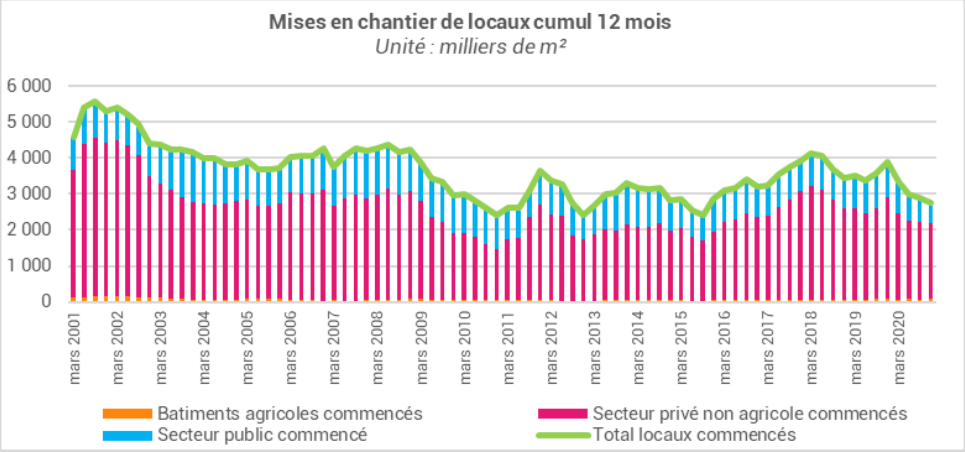
MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2020)

2 743 mill. m²

-29,8% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	**2 743 mill. m²**	**-29,8%**	▼
Bâtiments agricoles	**90 mill. m²**	**+14,2%**	▲
Secteur privé non agricole	**2 087 mill. m²**	**-26,1%**	▼
Dont locaux industriels	134 mill. m²	-58,2%	▼
Dont commerces	299 mill. m²	-15,7%	▼
Dont bureaux	721 mill. m²	-34,8%	▼
Dont entrepôts	628 mill. m²	-20,6%	▼
Dont autres locaux	306 mill. m²	+21,3%	▲
Secteur public	**566 mill. m²**	**-43,7%**	▼

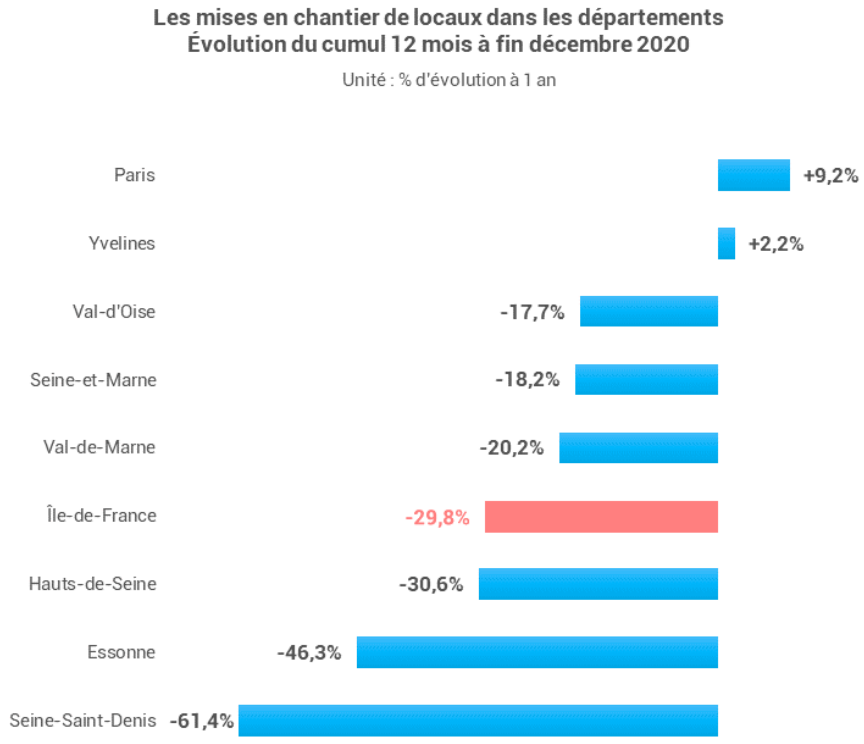
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	**4 261 mill. m²**	**-18,5%**	▼
Bâtiments agricoles	**181 mill. m²**	**-18,2%**	▼
Secteur privé non agricole	**3 175 mill. m²**	**-19,0%**	▼
Dont locaux industriels	274 mill. m²	-30,7%	▼
Dont commerces	453 mill. m²	-20,9%	▼
Dont bureaux	1 345 mill. m²	-10,4%	▼
Dont entrepôts	647 mill. m²	-36,1%	▼
Dont autres locaux	458 mill. m²	+3,6%	▲
Secteur public	**905 mill. m²**	**-16,7%**	▼

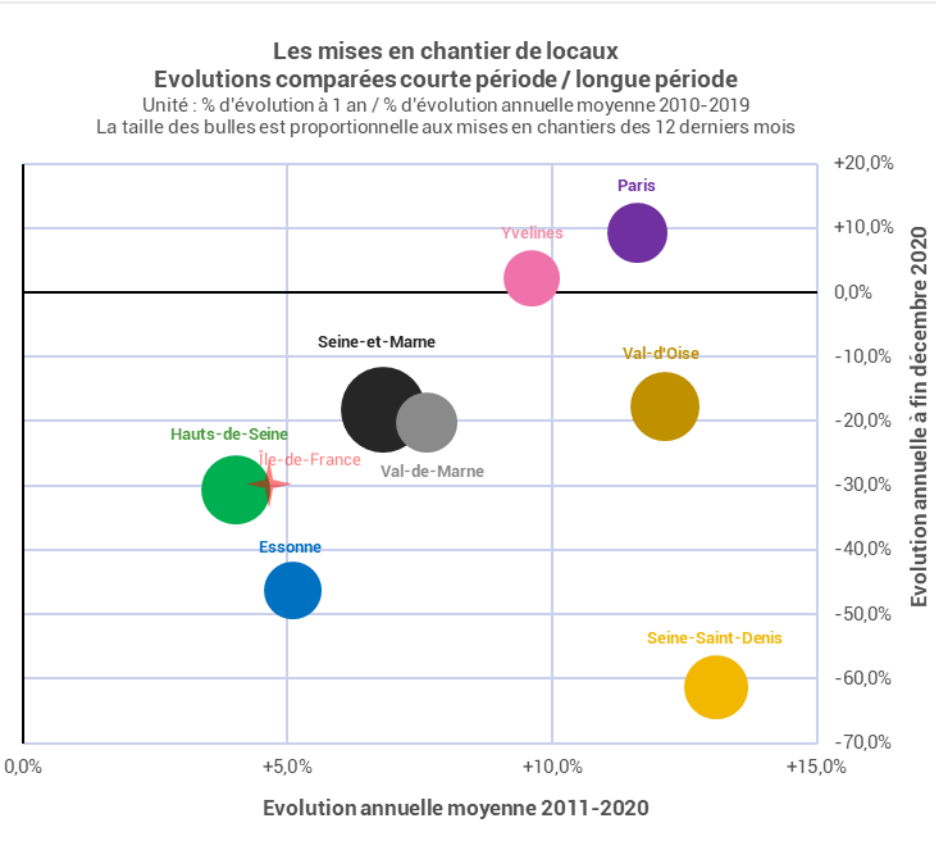


Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2
(date de prise en compte)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction





LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX : UNE ACTIVITÉ EN PROIE À DE GRANDES DISPARITÉS TERRITORIALES EN ILE-DE-FRANCE

De la même manière que la construction de logements neufs, les mises en chantier de locaux connaissent des évolutions très contrastées dans les différents départements d'Ile-de-France en 2020. Tandis que certains départements parviennent, malgré la crise, à enregistrer des augmentations de leurs surfaces de locaux mis en chantier en 2020, comme c'est le cas de Paris (+9,2%) et des Yvelines (+2,2%), les autres connaissent des évolutions négatives et d'ampleurs variables de leur surfaces de locaux commencés sur la même période. Ainsi, le Val-d'Oise (+17,7%), la Seine-et-Marne (18,2%) et le Val-de-Marne (20,2%), voient leurs surfaces en bâtiments non résidentiels mis en chantier diminuer de manière moins importante, en proportion, que les Hauts-de-Seine (-30,6%), l'Essonne (-46,3%) ou la Seine-Saint-Denis (-61,4%), qui enregistrent des niveaux exceptionnellement élevés de baisse de leur surface de locaux commencés.

De manière générale, l'année 2020 est marqué par un bouleversement des disparités territoriales en vigueur avant la crise sanitaire s'agissant de la construction neuve de bâtiment non-résidentiels. À titre d'exemple, Paris, qui enregistrait une forte baisse de ses surfaces mises en chantier de bâtiments non-résidentiels sur l'année 2019 (-27,4%), connait en 2020 la hausse la plus importante (+9,2%) de ce même indicateur. A contrario, la Seine-Saint-Denis, qui témoignait de taux de variations positives et importantes (+37,7%) de ces mises en chantier de logements sur l'année 2019, enregistre la plus forte diminution de ses surfaces de bâtiments non-résidentiels commencés en 2020.

Toutefois, les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements par département nous permettent de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Exception faite de la Seine-Saint-Denis, les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les plus en hausse sur les 12 derniers mois (Paris, Yvelines) sont également ceux dont le nombre de logements commencés est le plus en hausse par rapport au nombre moyen annuel de logements commencés par an sur la période 2010-2019. De la même manière, un phénomène d'inertie équivalent et opposé peut être mis en évidence pour les départements témoignant de très fortes diminutions de leurs mises en chantier, comme par exemple les Hauts-de-Seine et l'Essonne.

Note de lecture du graphique : En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier, cumulées sur un an à fin décembre 2020, sont en baisse de près de -61,4% par rapport à la même période en 2019. En revanche, ces surfaces sont en hausse d'environ +13% par rapport au nombre moyen annuel de locaux commencés par an sur la période 2010-2019. La taille de la bulle correspond à la surface de locaux commencés sur un an.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Activité constatée

NET RECUL DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION

Au 4ème trimestre 2020, l'activité constatée d'entretien-rénovation est en recul de -5,3% en volume et de -4,5% en valeur, par rapport à la même période l'année précédente (4ème trimestre 2019). Ce trimestre est toutefois moins défavorable à l'activité d'entretien-rénovation que les premiers trimestres de l'année 2020. En effet, ces chiffres étaient, au trimestre précédent, de respectivement de +6,0% en volume et de +5,3% en valeur, et au 2ème trimestre 2020, de 20,3% en volume et 19,4% en valeur. En revanche, cette évolution à la baisse de l'activité d'entretien-rénovation constatée au niveau de l'Ile-de-France reste plus conséquente que la tendance prévalant au niveau national: en moyenne au 4ème trimestre 2020, l'activité d'entretien-rénovation recule de -2,0% en volume et de -1,2% en valeur en France, par rapport au 4ème trimestre 2019.

L'évolution de l'activité d'entretien-rénovation est particulièrement contrastée entre les régions en ce 4ème trimestre 2020. Tandis que les régions de l'Ouest enregistrent une certaine hausse de leur activité d'entretien-rénovation (environ 1,2%) et que les régions du centre témoignent d'une certaine stagnation de cette activité, les autres régions de France métropolitaine connaissent un recul plus ou moins important dans ce secteur. Les régions du Nord (Hauts-de-France, Île-de-France) et du Sud (Occitanie, PACA) notamment, témoignent de fortes baisses de leur activité d'entretien-rénovation, au 4ème trimestre 2020 (par rapport au 4ème trimestre 2019). L'Ile-de-France reste toutefois, la région de France métropolitaine (hors Corse) où le taux de croissance de l'activité en entretien-rénovation (en volume) est le plus faible.

En Île-de-France au 4ème trimestre 2020, la baisse de l'activité d'entretien rénovation affecte nettement moins le secteur du logement que celui du bâtiment non-résidentiel. Ainsi, tandis que l'activité d'entretien-rénovation de logements diminue de -3,2% au 4ème trimestre 2020, par rapport au 4ème trimestre 2019, en Île-de-France, l'activité d'entretien-rénovation de locaux recule de -8,5% sur la même période.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4° trimestre 2020 - Evol 1 an	
De logements		
Ile-de-France	-3,2%	▼
France	-0,7%	=
De bâtiments non-résidentiels		
Ile-de-France	-8,5%	▼
France	-5,4%	▼

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION
EN VOLUME AU 4° TRIMESTRE 2020

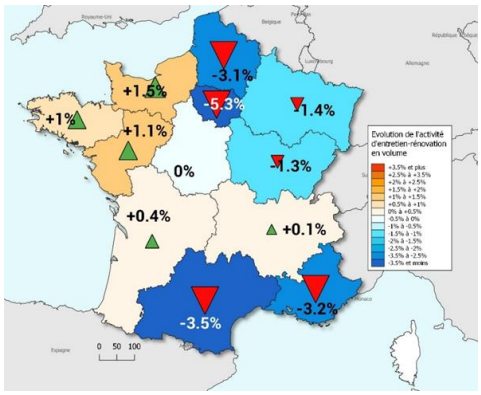
-5,3% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION
EN VALEUR AU 4° TRIMESTRE 2020

-4,5% ▼

(EVOLUTION 1 AN)



L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN BAISSE

Au 4ème trimestre 2020, l'activité de rénovation énergétique en Ile-de-France est en recul de -2,1% en volume et de +1,4% en valeur, par rapport au 4ème trimestre de l'année 2019.

Ces chiffres sont inférieurs à la moyenne nationale, à savoir -2,1% en volume et +0,6% en valeur, au 4ème trimestre 2020. Toutefois, en Île-de-France, comme au niveau national, la tendance est la même : l'activité de rénovation énergétique augmente d'avantage en valeur qu'en volume.

Les disparités territoriales inter-régionales s'agissant de l'évolution de l'activité de rénovation énergétique sont globalement les mêmes que celles prévalant concernant l'activité d'entretien-rénovation dans son ensemble. Les régions bénéficiant des dynamiques les plus positives sont toujours les régions de l'Ouest (Bretagne, Normandie, Pays-de-la-Loire et Nouvelle-Aquitaine) et du Centre (Auvergne-Rhône-Alpes), où les taux de croissance de l'activité de rénovation énergétique en volume sont supérieurs à 1% au 4ème trimestre 2020. L'activité de rénovation énergétique au 4ème trimestre 2020 stagne dans les régions de l'Est et diminue dans le Nord (Hauts-de-France, Île-de-France) et le Sud (PACA, Occitanie). La région francilienne est une nouvelle fois la région de France métropolitaine (hors Corse) où l'évolution de l'activité en rénovation énergétique en volume est la moins favorable.

La situation au 4ème trimestre 2020 est globalement plus encourageante que celle du trimestre précédent (3ème trimestre 2020), en termes d'évolution de l'activité de rénovation énergétique.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
EN VOLUME AU 4° TRIMESTRE 2020

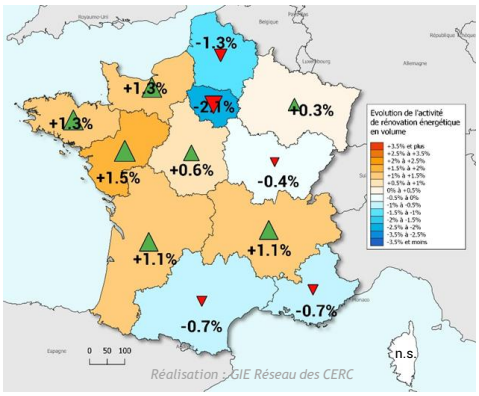
-2,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
EN VALEUR AU 4° TRIMESTRE 2020

-1,4% ▼

(EVOLUTION 1 AN)



1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

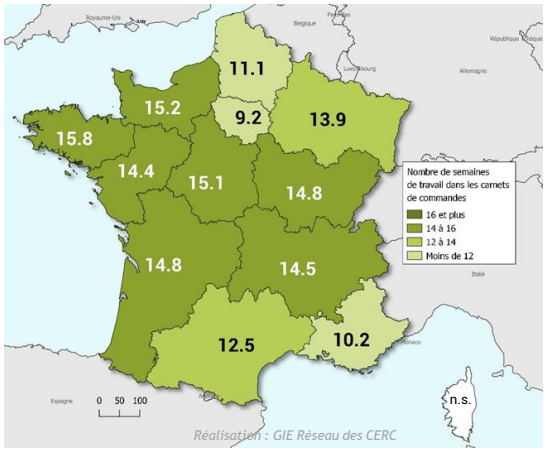
DES NIVEAUX DE CARNETS DE COMMANDES RELATIVEMENT BAS EN ENTRETIEN-RENOVATION

En Île-de-France, les perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 1er trimestre 2021 sont timides. A la fin du 4ème trimestre 2020, 9,2 semaines de travail en moyenne sont garanties par les carnets de commandes des entreprises, en entretien-rénovation. Cet indicateur, en hausse par rapport au trimestre précédent (+0,2 semaines), est toutefois en nette baisse par rapport au même trimestre l'année précédente (-3,3 semaines par rapport au 4ème trimestre 2019). Le nombre de semaines garanties par les carnet de commandes à la fin de ce trimestre est relativement faible en comparaison avec les valeurs prévalant avant la crise sanitaire.

L'Ile-de-France se situe par ailleurs en dessous de la moyenne nationale en la matière. En moyenne, en France métropolitaine (hors Corse), les entreprises disposent de carnets de commandes leur garantissant 12,6 semaines de travail, soit +3,4 semaines de plus qu'en Ile-de-France, à la fin du 4ème trimestre 2020. Dans plus de la moitié des régions de France, cet indicateur est supérieur à 14 semaines, à la fin du 4ème trimestre 2020. La région francilienne est la région de France métropolitaine où les carnets de commandes des entreprises du bâtiment en entretien-rénovation, à la fin du 4ème trimestre 2020, sont en moyenne les moins remplis (en nombre de semaines garanties).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION
A LA FIN DU 4° TRIMESTRE 2020

9,2 ▼
(EVOLUTION 1 AN)



OPINIONS DES ENTREPRISES

ANTICIPATIONS D'ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION : LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT RELATIVEMENT PESSIMISTES

Les professionnels du Bâtiment sont relativement pessimistes s'agissant de leurs perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 1er trimestre. Seuls 14% des chefs d'entreprises anticipent une hausse (légère ou forte) de leur montant de facturation en entretien-rénovation, pour le 1er trimestre 2021. Pour rappel, ce chiffre était de 32% au 2ème trimestre 2020 (prévisions pour le T3 2020) et de 16% au 3ème trimestre 2020 (prévisions pour le T4 2020, Par ailleurs, les professionnels sont 43% à penser que leur montant de facturation du prochain trimestre (1er trimestre 2021) sera moins importante qu'au dernier trimestre (4ème trimestre 20120), et tout autant (43%) à estimer que leur situation va stagner d'un trimestre à l'autre. In fine, plus de 85% des professionnels franciliens du Bâtiment estiment que leur situation ne va pas s'améliorer au 1er trimestre 2021, par rapport au 4ème trimestre 2020.

Le solde d'opinion des entreprises est ainsi négatif et égal à -29 (contre -23 au trimestre précédent). Il était de +1 au 1er trimestre 2020 et a donc diminué de -30 par rapport à l'année précédente. Le solde d'opinion des entreprises quant à leurs perspectives d'activité en entretien-rénovation au prochain trimestre n'a jamais été aussi bas.*

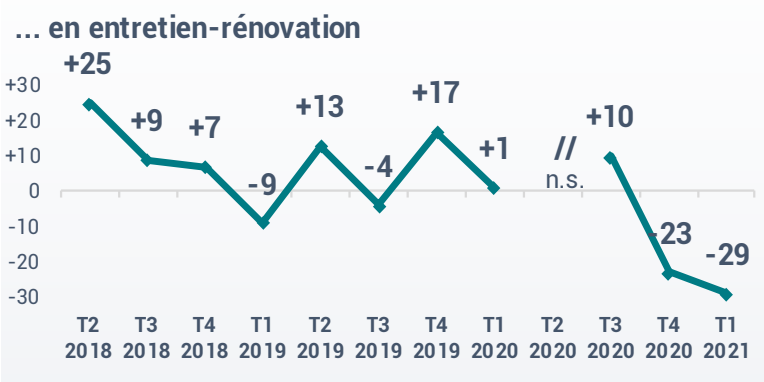
La répartition par type de bâtiments permet de mettre en lumière le fait que les professionnels sont légèrement plus confiants s'agissant de la reprise de l'activité d'entretien-rénovation de logement, que concernant celle du bâtiment non-résidentiel.

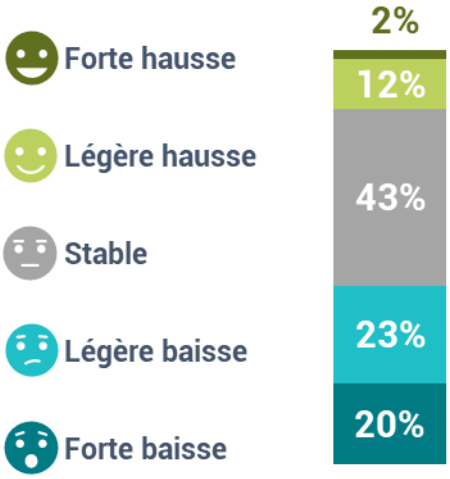
* Depuis le début des notes trimestrielles « Entretien-rénovation », à savoir le 1er trimestre 2018.

PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGERE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION
POUR LE 1° TRIM. 2021

14% =
(EVOLUTION 1 TRIM.)

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation pour le 1er trimestre 2021...





** Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation*

Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

DÉVELOPPEMENT CONTRASTÉ DE l'ECO-PTZ

Les travaux liés à l'ECO-PTZ connaissent un fort développement sur les trois premiers trimestres de l'année 2020. En effet, sur la période début janvier – fin septembre 2020, le nombre d'ECO-PTZ distribués enregistre une hausse de plus de 40% et le volume de travaux réalisés via ce dispositif connait une augmentation de plus de 20% (22,4%), par rapport à la même période l'année précédente (début janvier – fin septembre 2019). Il est à noter que le nombre de prêts distribués n'avait pas été aussi élevé depuis 2014 (comparaison sur les trois premiers trimestres de l'année). Une nouvelle fois, l'augmentation du nombre de prêts accordés est plus importante, en proportion, que la hausse du volume de travaux réalisés liés à ces prêts. On en conclue que le développement du recours au dispositif de l'ECO-PTZ s'accompagne d'une baisse du montant moyen des prêts.

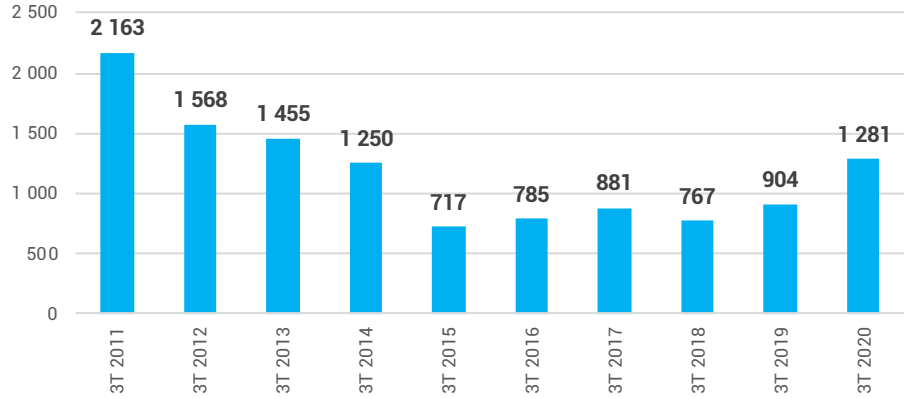
Plusieurs raisons sont à envisager pour expliquer ce renouveau du recours au dispositif de l'ECO-PTZ. D'un part, les modifications apportées au dispositif en 2019 (extension, simplification des modalités d'octroie…) ont permis de redonner un nouveau souffle à l'ECO-PTZ, depuis cette date. En témoigne le fait que le dispositif connaissait déjà un nouveau souffle en 2019. Toutefois, des explications liées à la crise sanitaire, et plus particulièrement au confinement et au développement du télétravail, peuvent également être envisagées.

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ
DE JANVIER À FIN DU 3° TRIM. 2020
21,26 M€
+22,4% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.
Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location.
Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3° trimestre 2020 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	21,26 M€	+22,4%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 281 ÉCO-PTZ	+41,7%	▲

Distribution d'ÉCO-PTZ cumulée à la fin du trimestre depuis le début de l'année
Unité : nombre d'ÉCO-PTZ



LE PTZ+ EN DÉCLIN DANS LE NEUF ET DANS L'ANCIEN

Au 3ème trimestre 2020, le nombre de PTZ+ accordés se contracte à la fois dans l'ancien et dans le neuf, bien que dans des proportions différentes. Dans le neuf, à peine plus de 3 000 prêts ont été délivrées au 3ème trimestre 2020, soit -20% par rapport à la même période l'année précédente (3ème trimestre 2019). Dans l'ancien, le constat est plus négatif encore : seuls 119 prêts ont été distribués sur la période début juillet – fin septembre 2020, soit près de -28% par rapport au 3ème trimestre de l'année 2019.

Cette tendance à la baisse au recours au dispositif PTZ+ est à mettre en relation avec le déclin de la commercialisation de logements, en net déclin en 2020. Les mises en vente et les réservations de logements étant en particulièrement peu nombreuses sur cette période, la conjoncture offre peu d'occasion aux particuliers d'avoir recours au PTZ+.

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
EN 1 AN AU 3° TRIMESTRE 2020
3 072 prêts
-19,9% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.
Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Prêts à 0% PTZ+	3° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	3 072	-19,9%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	119	-27,9%	▼

Sources :
SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

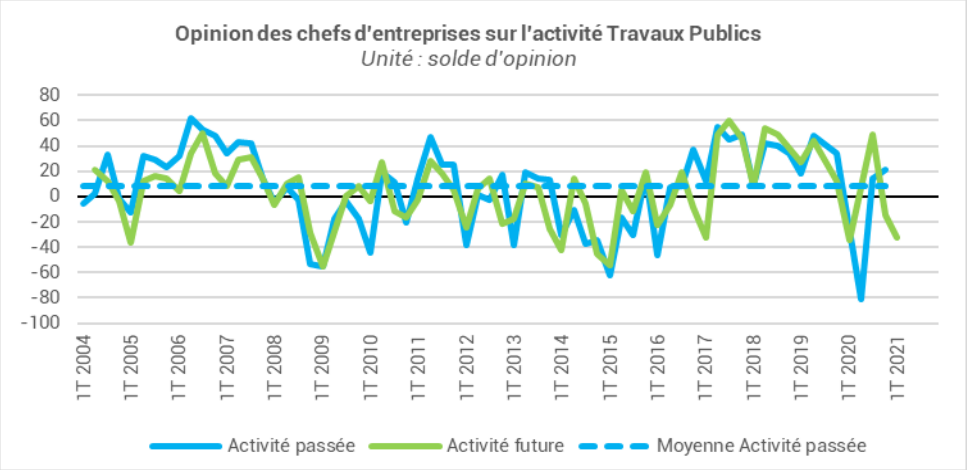
INCERTITUDE FACE A L'AVENIR, MALGRE UNE REPRISE D'ACTVITÉ DANS LES TRAVAUX PUBLICS AU 4ème TRIMESTRE 2021

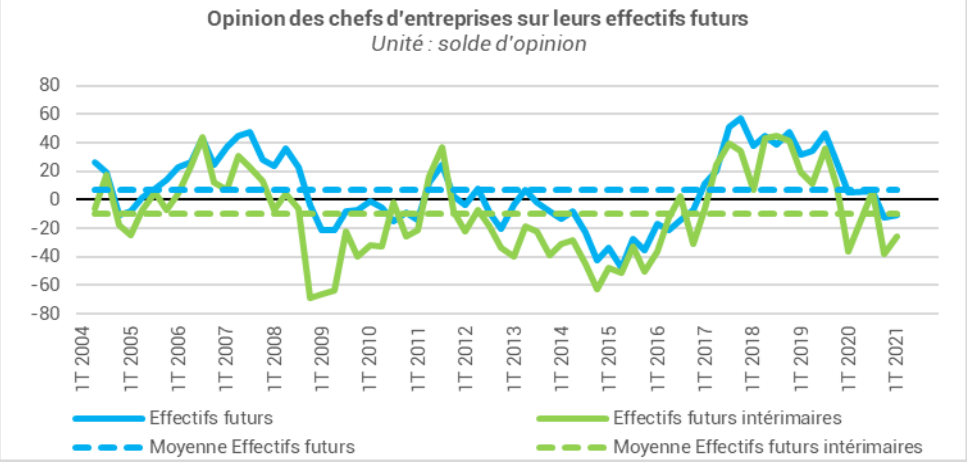
Au quatrième trimestre de l'année 2020, l'activité des entreprises franciliennes de Travaux Publics est en hausse, d'après l'opinion générale des chefs d'entreprises du secteur. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics est positif et égal à 21 au 4ème trimestre 2020, ce qui signifie que il y'a plus d'entreprise (21% du total des entreprises) qui considèrent que leur activité récente est en hausse, que d'entreprises qui estiment que cette dernière est en baisse. Ce solde d'opinion est par ailleurs en augmentation par rapport au trimestre précédent (+14 au 3ème trimestre 2020). Il est à noter que cet indicateur, qui estime de l'opinion des entrepreneurs quant à leur activité, connait une augmentation constante depuis le premier déconfinement. En effet, en 2020, cet indicateur est de -81 au 2ème trimestre, +14 au 3ème trimestre, et de +21 au 4ème trimestre, ce qui laisse supposer d'une amélioration progressive de la situation des entreprises TP depuis mai 2020. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises concernant leur activité récente est, au 4ème trimestre 2020, légèrement supérieur à sa valeur de long terme.

Toutefois, les prévisions d'activité pour le prochain trimestre (1er trimestre 2021) sont demeurent très pessimistes. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de TP concernant leur activité au 1er trimestre 2021 est négatif et égal à -32 . Il y'a donc plus d'entreprises (32% du total des entreprises) qui anticipent une diminution de l'activité au prochain trimestre que d'entreprises qui prévoient une hausse de l'activité sur cette période. Cet indicateur est par ailleurs plus négatif qu'il ne l'était au trimestre précédent (prévisions d'activité faites au 3ème trimestre 2020, pour 4ème trimestre 2020), alors même que le 4ème trimestre 2020 s'est avéré moins mauvais qu'anticipé par les chefs d'entreprises. Ces chiffres témoignent des inquiétudes des chefs d'entreprises TP, qui s'ils voient leur situations s'améliorer, ne parviennent pas à ce projeter dans ce climat d'incertitudes.

Les prévisions des chefs d'entreprises sur leurs effectifs futurs ne suivent d'ailleurs pas la tendance des prévisions d'activité, les soldes d'opinions sur les entreprises futurs étant en hausse par rapport au trimestre précédent, contrairement au solde d'opinion sur les prévisions d'activité. Les soldes d'opinion concernant les effectifs prévus au prochain trimestre (1er trimestre 2021) sont toutefois toujours négatifs (-11 pour les effectifs salariés futurs et -26 pour les effectifs intérimaires futurs) et inférieur à leur moyenne de long terme.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics *(solde d'opinion)*	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 1° trimestre 2021	-32	▼
Activité récente du 4° trimestre 2020	21	▲





ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 4° TRIMESTRE 2020

21 ▲

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 1° TRIMESTRE 2021

-32 ▼

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

STAGNATION DES DELAIS DE PAIEMENT ET DES CARNETS DE COMMANDES ET BAISSE DES PRIX PRATIQUÉS AU 4ÈME TRIMESTRE 2020

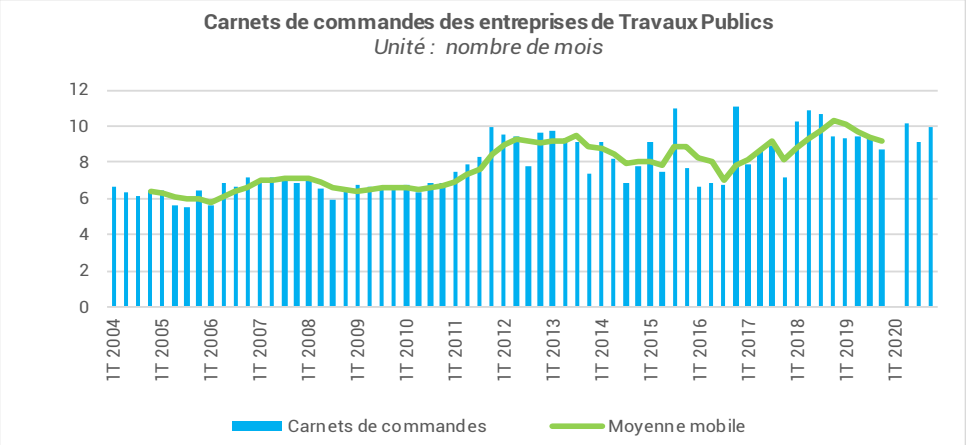
Au 4ème trimestre 2020, les carnets de commandes des entreprises de TP connaissent une légère hausse (+0,6 mois), par rapport au quatrième trimestre 2019. Contrairement aux craintes des professionnels, les carnets de commandes restent en moyenne bien remplis : presque 10 mois en ce quatrième trimestre 2020. Ce chiffre cache toutefois des inégalités entre les entreprises qui peuvent compter sur les grands projets franciliens en cours et dont les carnets de commandes sont bien remplis, et celles spécialisées sur les travaux publics « tout venant », et qui souffrent fortement de la diminution de la commande publique.

L'année 2020 est globalement marquée par la hausse des délais de paiement, d'après les soldes d'opinion 2020 des chefs d'entreprises TP, après une année 2019 marquée par une baisse progressive et continue de cette indicateur. Les délai de paiement semble toutefois se stabiliser en cette fin d'année 2020, avec un solde d'opinion quasi nul et égal à celui du trimestre précédent (+2 aux 3ème et 4ème trimestre 2020). Au 4ème trimestre 2020, il y'a presque autant de chefs d'entreprises de TP qui estiment que les délais de paiement ont diminué, que de chefs d'entreprises qui considèrent que ces derniers ont augmenté.

Les soldes d'opinion concernant les prix pratiqués sont négatifs à la fois au dernier trimestre 2020 et dans les prévisions au 1er trimestre 2021. Les prix pratiqués sont donc globalement en baisse, d'après les chefs d'entreprises de TP en fin 2020 et le seront encore en début 2021.

CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	9,8 mois	+0,6 mois	▲



CARNETS DE COMMANDES
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2020

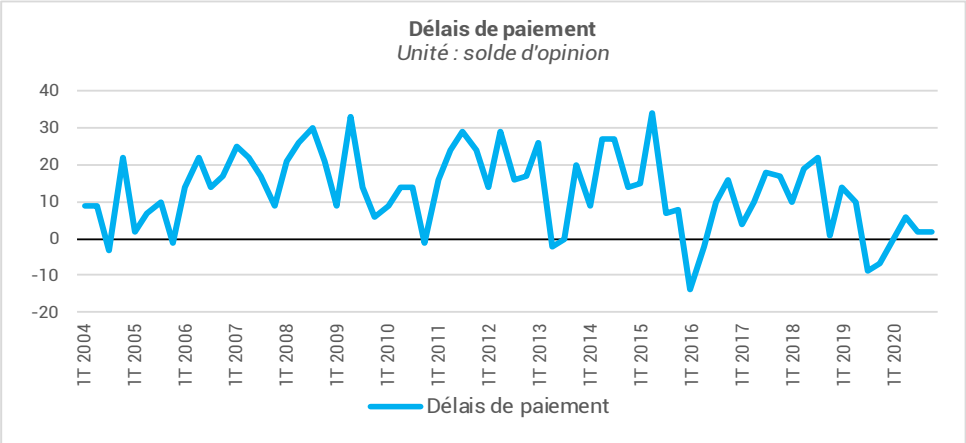
+0,6 mois ▲

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics *(solde d'opinion)*	4° trimestre 2020 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	+2	=



DÉLAIS DE PAIEMENT
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2020

+2 =

PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix *(solde d'opinion)*	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 1° trimestre 2021	-38	▲
Prix pratiqués au 4° trimestre 2020	-32	=

PRIX PRATIQUÉS
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2020

-32 ▼

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

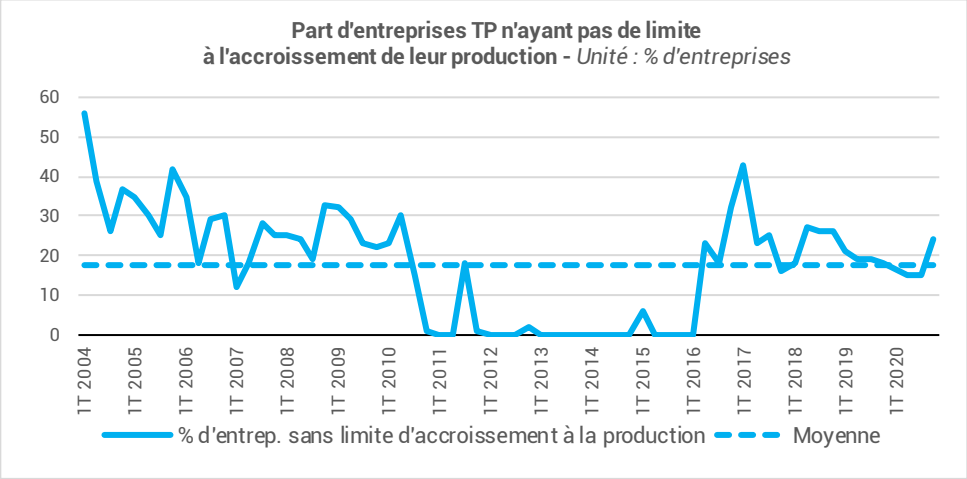
CONTRAINTES DE PRODUCTION

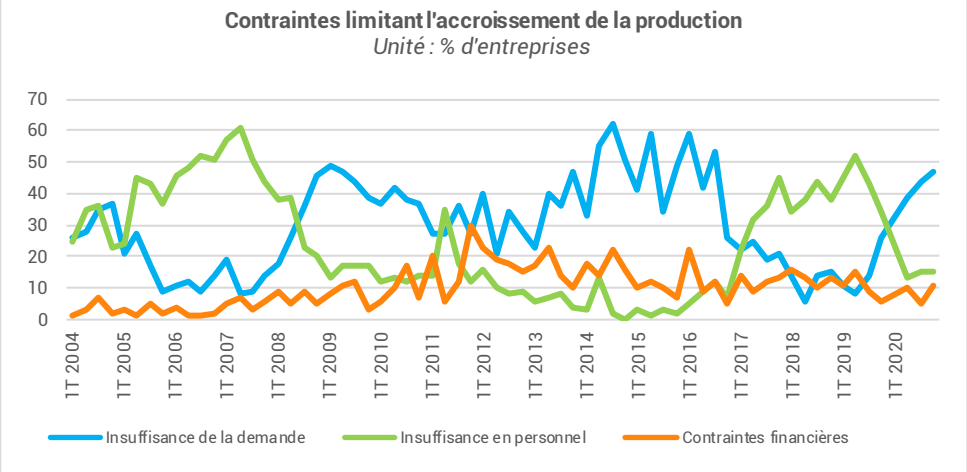
RECRUDESCENCE DE LA L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE ET DES CONDITIONS CLIMATIQUES COMME CONTRAINTES DE PRODUCTION

Au 4ème trimestre 2020, près d'un quart des entreprises (24%) déclarent ne pas avoir de limites à l'accroissement de leur production. De façon assez surprenante, ce chiffre est en hausse de +6 points par rapport à la même période l'année précédente (4ème trimestre 2019). Il est également en hausse de +9 points par rapport au chiffre prévalent au trimestre précédent (15% au 3ème trimestre 2020). La part des entreprises ne rencontrant aucune limite à l'accroissement de leur production est supérieure à sa moyenne de long terme, au 4ème trimestre 2020.

La principale contrainte rencontrée par les entreprises dans l'accroissement de leur production est une nouvelle fois l'insuffisance de la demande, qui concerne 47% des entreprises au 4ème trimestre 2020, soit +21 points de pourcentages par rapport à la même période l'année précédente (4ème trimestre 2019). Il est également à noter que cette contrainte est de plus en plus prégnantes à mesure que l'on avance dans l'année 2020, puisqu'elle concerne respectivement 37%, 45% puis 47% des entreprises aux 2ème , 3ème et 4ème trimestre 2020. Viennent ensuite les insuffisances en personnel et les contraintes financières, qui affectent respectivement 15% et 11% des entreprises au 4ème trimestre 2020. Les parts des entreprises concernées par ces contraintes sont également, bien que dans une moindre mesure que s'agissant de l'insuffisance de la demande, en hausse constante sur les trois derniers trimestres de l'année 2020.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production *(% d'entrep.)*	24%	+6 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production *(% d'entrep.)*			
Insuffisance de la demande	47%	+21 pts	▲
Insuffisance en personnel	15%	-19 pts	▼
Contraintes financières	11%	+5 pts	▲
Conditions climatiques	10%	-7 pts	▼
Insuffisance de matériel	1%	-4 pts	▼
Autres facteurs	9%	+1 pts	=

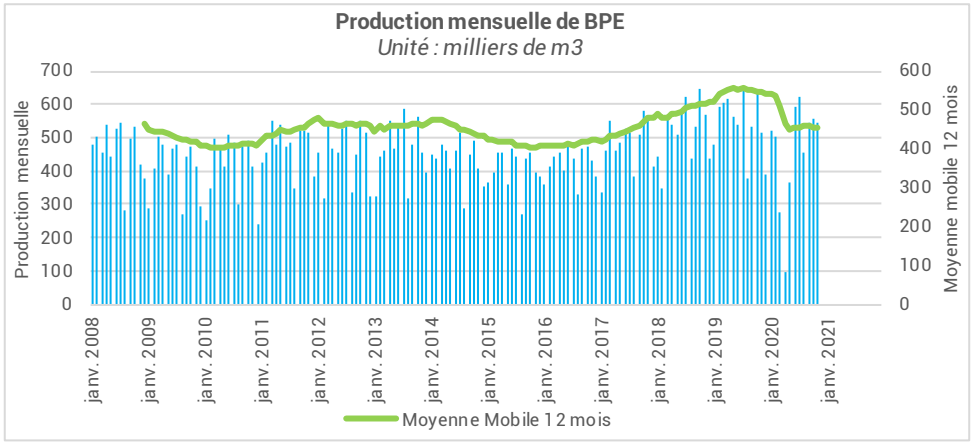


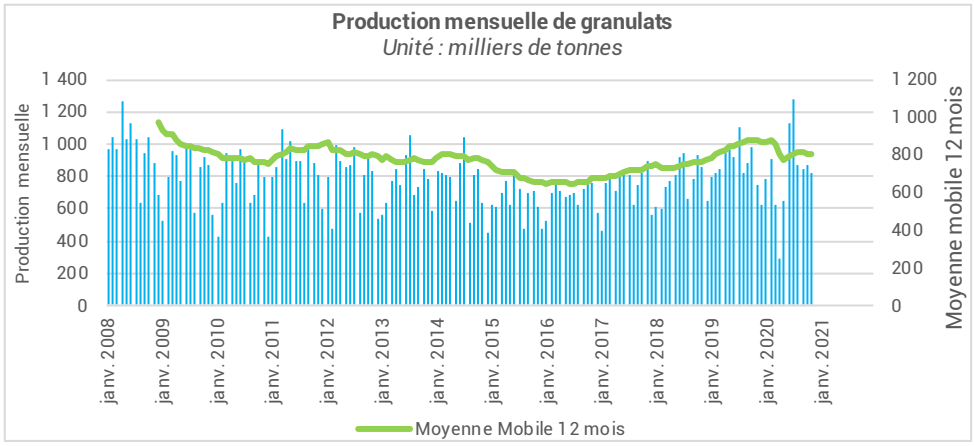


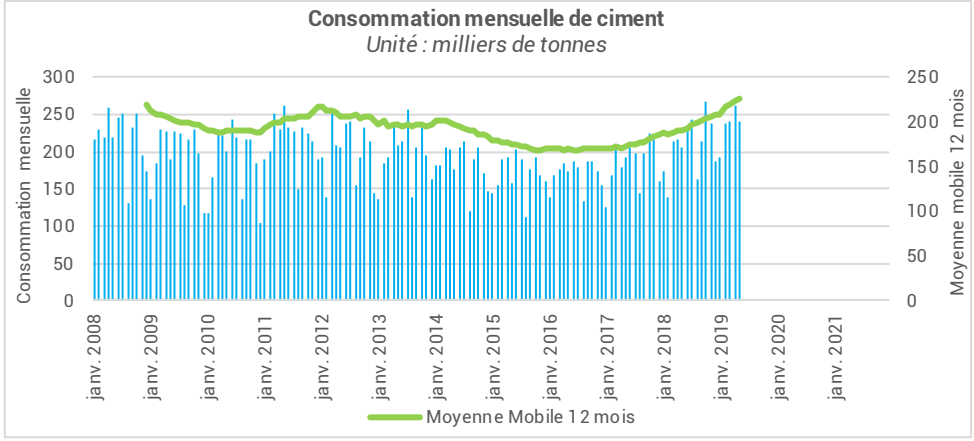
Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

3 Matériaux
Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2020	546 002 m3	+6,2%	▲
Prod. de Granulats en novembre 2020	817 kt	+8,7%	▲
Consommation de ciment en mai 2019	242 kt	+16,9%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2020	5 076 272 m3	-16,7%	▼
Production de Granulats entre janv. et nov. 2020	9 042 kt	-8,0%	▼
Consommation de ciment entre janv. et mai 2019	1 175 kt	+23,5%	▲







PRODUCTION DE BPE
entre janv. et nov. 2020
5 076 272 m3
-16,7% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS
entre janv. et nov. 2020
9 042 kt
-8,0% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

CONSOMMATION DE CIMENT
entre janv. et mai 2019
1 175 kt
+23,5% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

BAISSE DE LA PRODUCTION DE BPE ET DE GRANULATS EN 2020

Comme attendu, l'année 2020 est une année globalement mauvaise pour l'industrie des matériaux de construction. En effet, on assiste simultanément à une diminution de la production de BPE et de granulats. Ainsi, la production de BPE a baissé de près de -17% entre janvier et novembre 2020, par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant ainsi 5 076 272 m3. La production de ciment est, quant à elle, en recul de 8% entre les mois janvier et de novembre de cette année, portant la production sur cette période à 9 042 kilotonnes. Les derniers chiffres sur la consommation de ciment ne sont pas disponibles.

Il est à noter qu'après une forte chute dans la production de matériaux de construction pendant la première partie du confinement (mars/avril 2020), la production de BPE et de granulats est remonté mais tout en restant en dessous du niveau d'avant crise. Par ailleurs, après cette remontée d'après crise, la production de matériaux de construction s'est stabilisée, également inférieure à celui d'avant crise.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)

4 Appareil de production
Emploi salarié et intérimaire

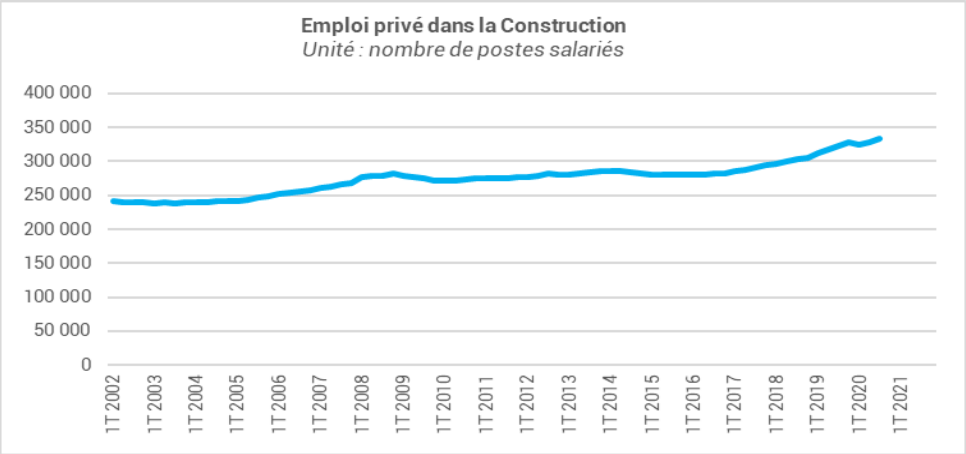
EMPLOI SALARIE

MAINTIEN DE LA CROISSANCE DE L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire et le confinement de l'année 2020, l'emploi salarié s'est maintenu dans la Construction au 3ème trimestre 2020. Le nombre de postes salariés dans la Construction est par ailleurs en augmentation continue depuis 2017, mis à part une période de stagnation au 2ème trimestre 2020, à savoir en plein milieu du 1er confinement. Au 3ème trimestre 2020, avec près de 333 700 salariés dans le secteur de la Construction, l'emploi salarié a augmenté de 3,3% par rapport à la même période l'année précédente (3ème trimestre 2019).

Par ailleurs, l'Ile-de-France est la région de France métropolitaine (hors Corse) la mieux lotie s'agissant de la croissance de son emploi salarié, au 3ème trimestre 2020. Le nombre de postes salariés dans la Construction est toutefois en hausse dans l'ensemble des régions de France.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	333 697 sal.	+3,3%	▲

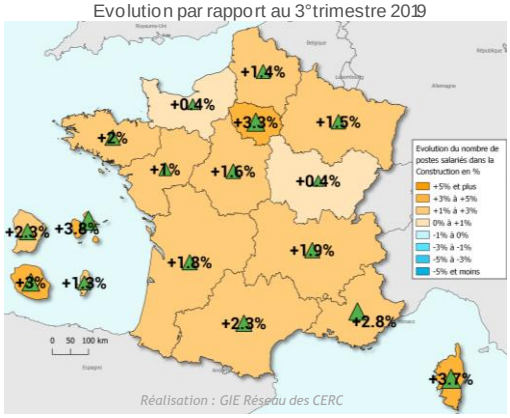


EMPLOI SALARIÉ
AU 3° TRIMESTRE 2020

333 697 sal.

+3,3% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 3°trimestre 2020
Evolution par rapport au 3°trimestre 2019



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

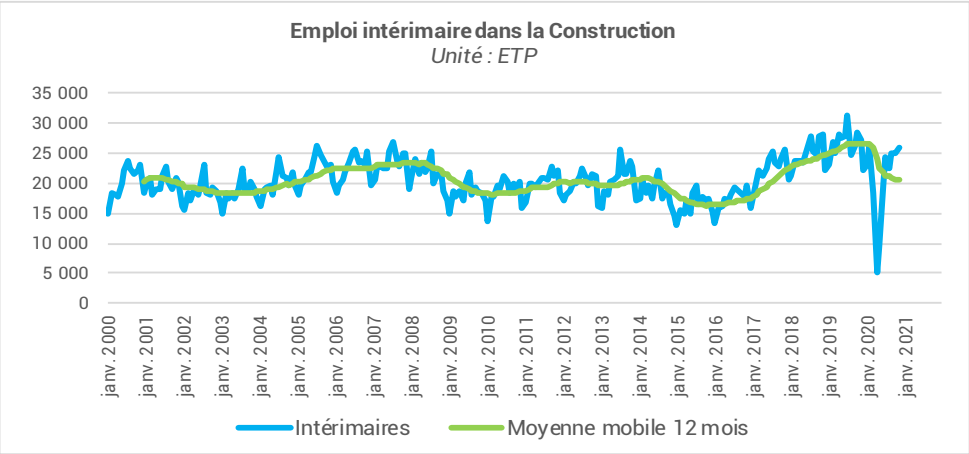
EMPLOI INTERIMAIRE

RECUL DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE DANS TOUS LES SECTEURS

En 2020, la hausse de l'emploi salarié s'accompagne d'une baisse de l'emploi intérimaire, contrairement à la tendance qui prévalait jusqu'alors. En effet, entre 2016 et 2019, la hausse de l'emploi intérimaire a été constante, continue, et s'est faite conjointement à celle de l'emploi salarié.

Au 3ème trimestre 2020 dans la Construction, l'emploi intérimaire diminue de -7,3% par rapport au 3ème trimestre 2019. Tous les secteurs de la Construction connaissent simultanément une baisse de leurs effectifs intérimaires (en équivalent temps plein), par rapport à la même période l'année précédente. Les variations d'une année sur l'autre sont approximativement les mêmes dans le Bâtiment et les Travaux Publics (environ 12,3%), contre seulement -1,8% dans l'Industrie des Matériaux de Construction.

Emploi intérimaire (en équivalents temps plein)	3° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment et Travaux Publics	23 867 ETP	-12,4%	▼
Intérimaires Bâtiment	16 202 ETP	-12,2%	▼
Intérimaires Travaux Publics	7 665 ETP	-12,9%	▼
Intérimaires Industrie des Matériaux	778 ETP	-1,8%	▼



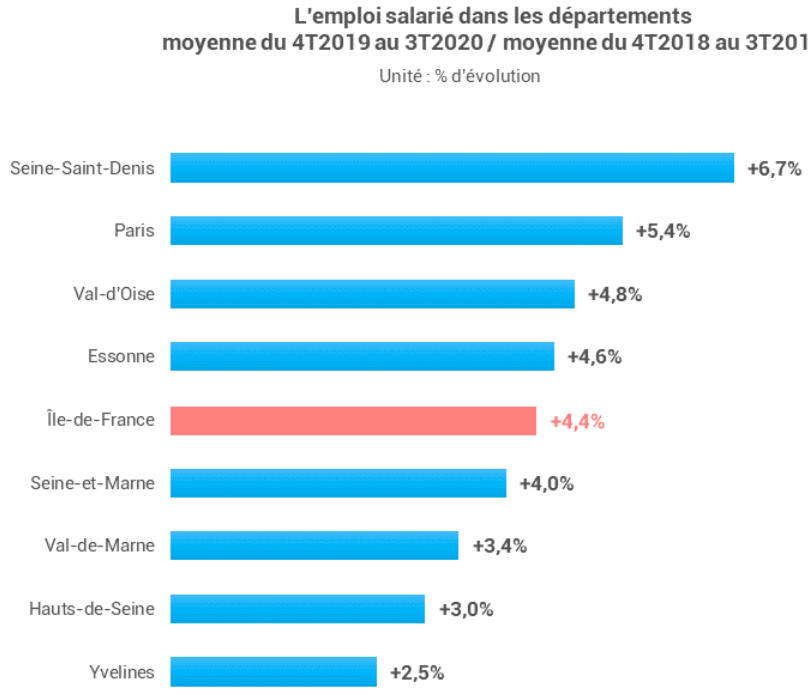
INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN NOV. 2020

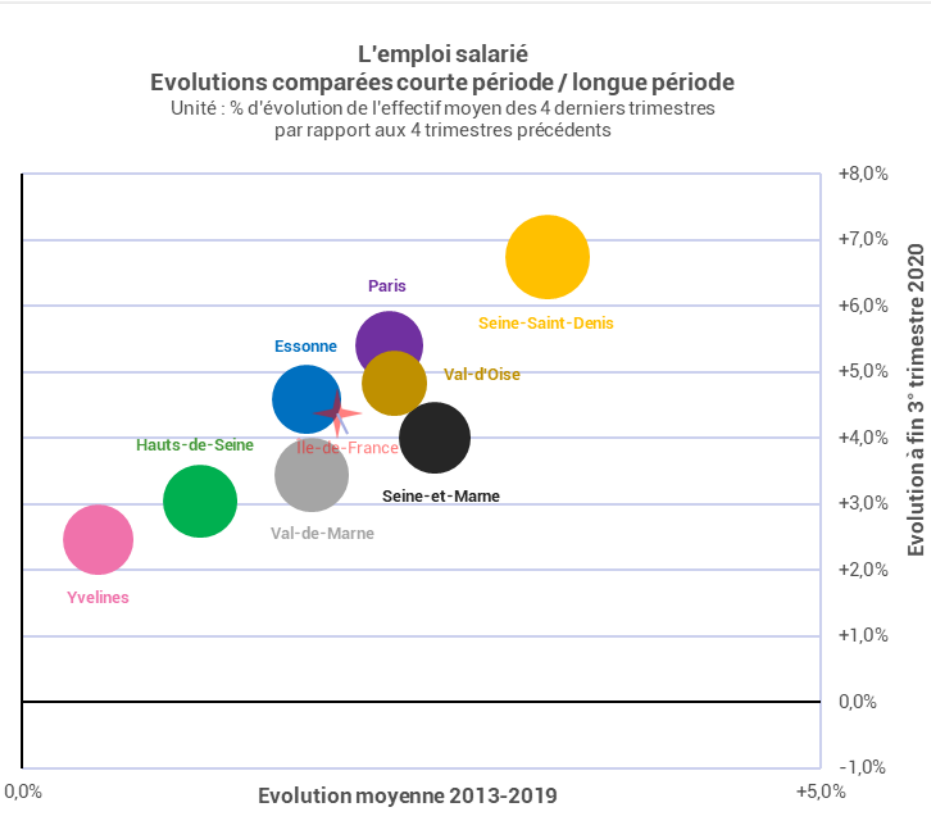
25 346 ETP

-7,3% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

4 Appareil de production
Emploi salarié et intérimaire





EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN ILE-DE-FRANCE : UNE COMPOSANTE MOINS SOUMISE AUX DISPARITÉS TERRITORIALES

L'emploi salarié en Ile-de-France est en hausse de +4,4% sur les 12 derniers mois à la fin du 3ème trimestre 2020 (début du 4ème trimestre 2020 – fin du 3ème trimestre 2020), par rapport à la même période de l'année précédente. Cet indicateur est positif dans la totalité des départements franciliens. La grande majorité de ces derniers connaissant des évolutions de leur emploi salarié comparables sur la même période, nous pouvons en conclure que cette composante est soumise à des disparités territoriales relativement faibles. En effet, cet indicateur oscille entre +2,5% et +6,7% sur la période considérée, soit sur une étendue d'à peine plus de 4%. Cette faible disparité inter départementale, qui prévalait d'ailleurs déjà avant la crise sanitaire de 2020, s'explique notamment par la forte mobilité géographique de la région Ile-de-France.

La Seine-Saint-Denis, Paris, le Val-d'Oise et l'Essonne témoignent de taux d'évolution de leurs effectifs salariés, sur la période début du 4ème trimestre 2019 - fin du 3ème trimestre 2020, plus élevés que la moyenne régionale (+4,4%) avec respectivement +6,7%, +5,4%, +4,8% et +4,6% de hausse des effectifs salariés sur la période considérée. A contrario, les départements de la Seine-et-Marne (+4,0%), du Val-de-Marne (+3,4%), les Hauts-de-Seine (3,0%) et les Yvelines (+2,5%) enregistrent des taux de variation de leur emploi salarié inférieurs à la moyenne nationale, sur cette même période. Il est à noter que ces légères disparités territoriales sont précisément les mêmes qu'au 4ème trimestre 2019, soit avant la crise du Covid-19 et du 1er confinement.

Les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue périodes sont concordantes. Les départements connaissant les plus fortes augmentations de leurs effectifs salariés sur la période 2013-2019 sont également ceux qui enregistrent les hausses les plus importantes de l'emploi salarié sur les quatre derniers trimestres (par rapport aux quatre trimestres précédents). Réciproquement, les départements enregistrant les plus faibles hausses, en moyenne, de leur emploi salarié sur longue période (2013-2019) sont également ceux qui témoignent les augmentations les moins élevées sur courte période (4 derniers trimestre par rapport aux 4 précédents).

Note de lecture graphique : Dans les Yvelines, l'emploi salarié à la fin du 3ème trimestre 2020 est en hausse de 2,5% (sur les quatre derniers mois, par rapport aux quatre mois précédents). Mais l'emploi salarié est également en hausse d'environ +0,5% par rapport aux effectifs moyens de l'emploi salarié sur la période 2013-2019. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans la région.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4 Appareil de production
Demandes d'emploi

TENDANCE À LA BAISSE DES DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Au 4ème trimestre 2020, on compte plus de 44 000 demandes d'emplois en fin de mois dans le secteur de la Construction en Ile-de-France, soit +10,4% qu'à la même période l'année précédente (4ème trimestre 2019).

Après une période de baisse continue des demandes d'emplois en fin de mois entre 2016 et 2019, l'année 2020 est globalement marquée par la hausse de cet indicateur dans la Construction francilienne. Ce taux est toutefois en baisse constante sur l'année 2020. Ainsi, le taux d'évolution du nombre de demandes d'emplois en fin de mois dans le secteur francilien de la Construction au 4ème trimestre 2020 (par rapport à la même période de l'année précédente) est moindre que celui du 3ème trimestre 2020 (+13,0%) et ce dernier est lui-même nettement moins élevé qu'au 2ème trimestre 2020 (37,4%).

Cette tendance à la hausse des DEFM n'affecte pas exclusivement le secteur de la Construction : les demandes d'emplois en fin de mois augmente de +15,4% dans l'ensemble des secteurs économiques franciliens au 4ème trimestre 2020 (par rapport au 4ème trimestre 2019). Il est à noter qu'en cette fin d'année, le secteur de la Construction est en moyenne moins concerné que les autres secteurs économiques par la hausse des DEFM.

DEMANDES D'EMPLOI
AU 4° TRIMESTRE 2020

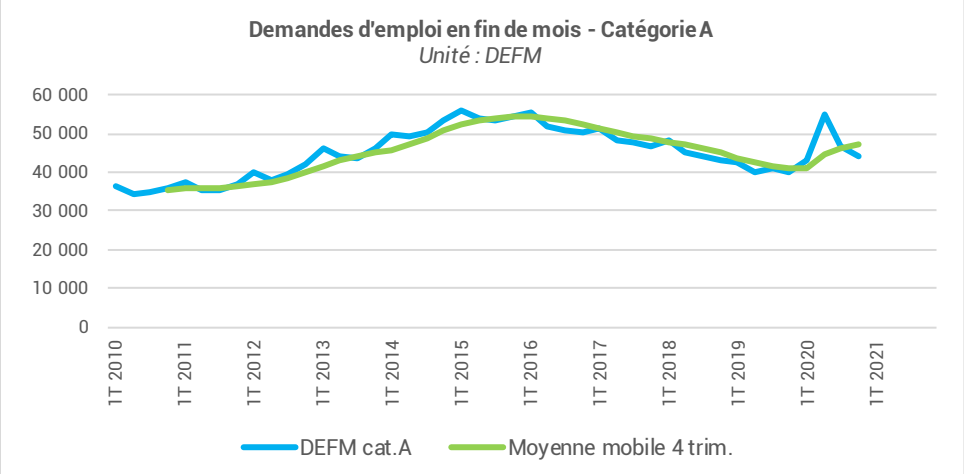
44 063 DEFM

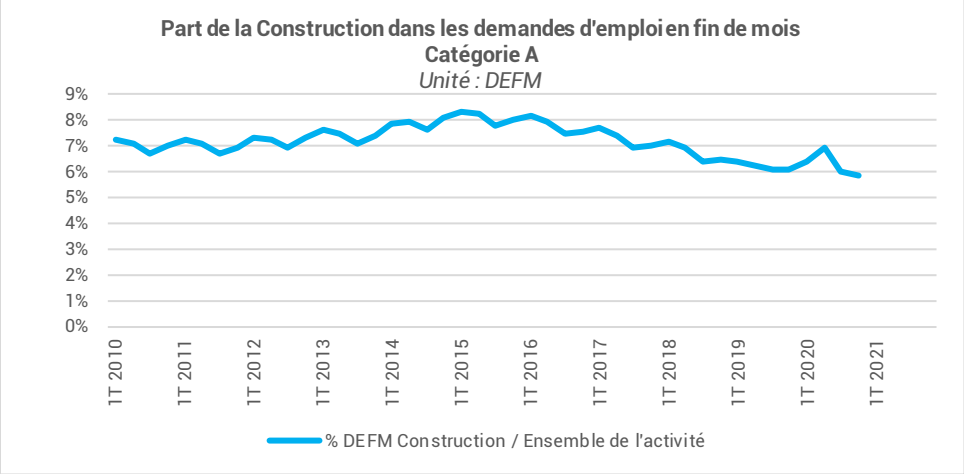
+10,6% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
DEFM Construction	44 063 DEFM	+10,6%	▲
DEFM tous secteurs économiques	755 178 DEFM	+15,4%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.





Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4 Appareil de production
Créations et défaillances d'entreprises

LA CRÉATION D'ENTREPRISES EN HAUSSE

En Ile-de-France, au cours du 4ème trimestre 2020, 4 841 entreprises ont été créées, soit +10,5% par rapport au même trimestre l'année précédente (4ème trimestre 2019).

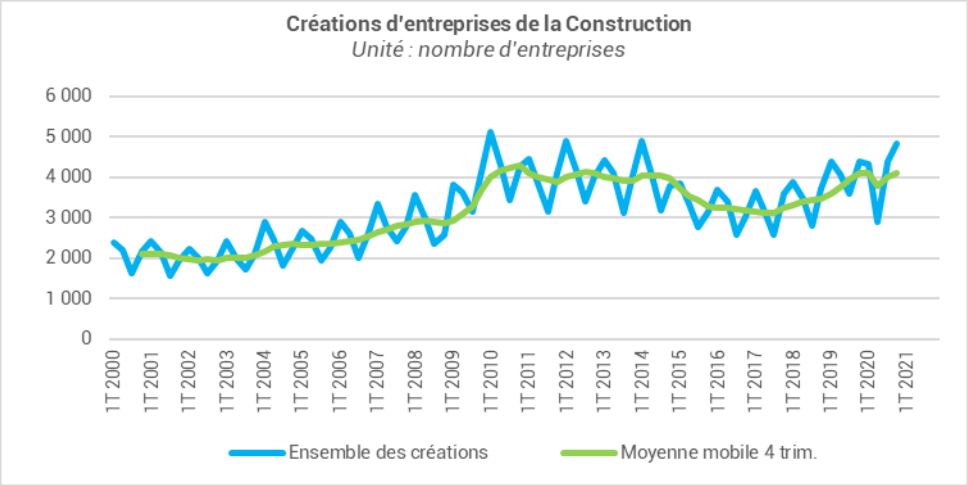
Toutefois, la tendance sur l'année 2020 témoigne d'une stagnation de la création d'entreprises par rapport à l'année précédente. En effet, quasiment le même nombre d'entreprises ont été créées en 2020 (16 433 entreprises) et en 2019 (16 445 entreprises), en région francilienne. Cette tendance à la stagnation globale de la création d'entreprises sur l'année, malgré les hausses constatées sur les deux derniers trimestres de 2020, s'explique par la forte chute du nombre d'entreprises créées au 2ème trimestre 2020, au plus fort du confinement et de la crise sanitaire du Covid-19 (-28,9% par rapport au 2ème trimestre 2019). Cette chute du nombre d'entreprises créées au 2ème trimestre 2020 constitue la 1ère inflexion à la dynamique positive, en termes de créations d'entreprises, qui prévalait depuis 2017.

CREATIONS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2020

4 841 créations

+10,5% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 841 créations	+10,5%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	16 433 créations	-0,1%	=



Sources :
INSEE (données brutes)

4 Appareil de production
Créations et défaillances d'entreprises

FORTE CHUTE DU NOMBRE D'ENTREPRISES DÉFAILLANTES

Les défaillances d'entreprises sont en forte baisse en Ile-de-France en ce 4ème trimestre 2020. Le nombre d'entreprises défaillantes a diminué de plus de 50% (-51,9%) ce trimestre (par rapport au 4ème trimestre de l'année 2019), et de presque autant sur l'ensemble de l'année 2020 (-48,1% par rapport à l'année 2019). Au total, on dénombre seulement 368 défaillances d'entreprises en ce 4ème trimestre 2020, contre 769 à la même période l'année précédente, et 1450 entreprises défaillantes sur l'ensemble de l'année 2020, contre 2804 en 2019.

Par ailleurs, les effectifs salariés des entreprises défaillantes ont également enregistré une forte baisse au 4ème trimestre 2020. Avec 1 165 salariés comptabilisés, les effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes ont diminué de plus de 40% (-42,4%) au cours du 4ème trimestre 2020, par rapport au 4ème 2019. Sur l'ensemble de l'année 2020, le constat est le même : les effectifs salariés des entreprises défaillantes ont chuté de 43,0% sur les quatre derniers trimestres par rapport au quatre précédents (pour 4 445 salariés concernés). De manière générale, cet indicateur est en baisse continue depuis 2019.

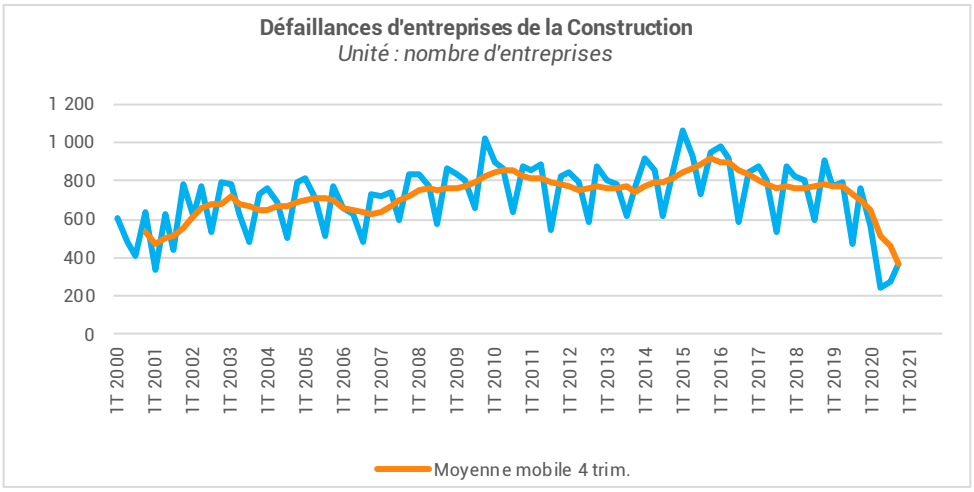
Les entreprises qui font défaut sont pour la grande majorité des entreprises de moins de 5 salariés.

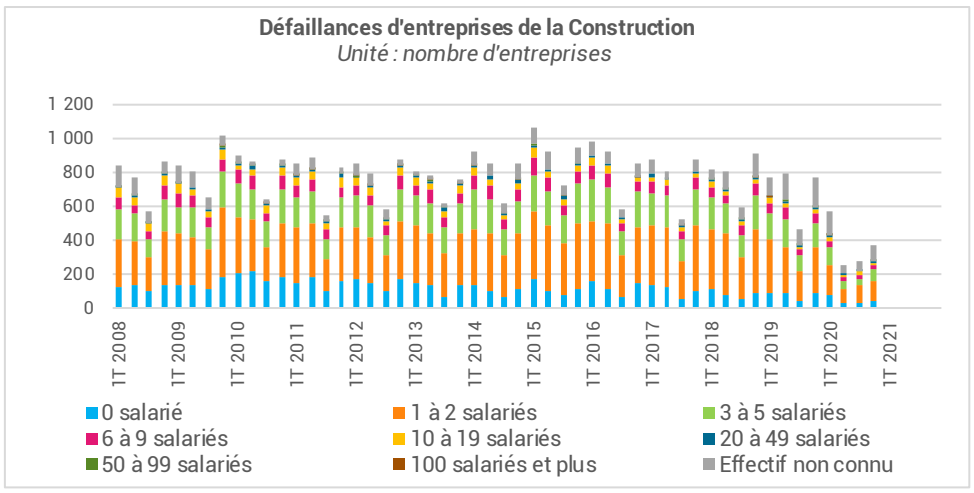
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4° TRIMESTRE 2020

368 défaillances

-51,9% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	368 défaillances	-51,9%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 450 défaillances	-48,1%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 165 salariés	-42,4%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 445 salariés	-43,0%	▼





Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus… | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC

Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC

Coordonnées | CERC Île-de-France

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION
21 rue Miollis – 75 015 - Paris
tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com
Site internet : https://cercidf.fr/